

Le Burundi s'obstine à vouloir organiser le sommet des chefs d'Etat du Comesa

RFI, 24-05-2018 Comesa : Bujumbura joue son va-tout pour garder le sommet des chefs d'Etat Coup dur politico-diplomatique pour le Burundi, qui vient de perdre l'organisation du sommet des chefs d'Etat du Comesa, moins de deux semaines d'un événement qui devait sceller, aux yeux des autorités, le retour du Burundi dans le concert des nations et la fin de la crise qui a débuté en 2015.

Le secrétaire général de ce Marché commun de l'Afrique Australe et de l'Est a annoncé au gouvernement burundais à quelques jours le retrait de l'organisation de ce sommet à Bujumbura et son report en juillet, cette fois au siège de l'organisation à Lusaka, en Zambie, sans aucune explication. Mais Bujumbura a décidé de ne pas se laisser faire, dénonçant un manque de respect à sa souveraineté et a décidé de se battre jusqu'au bout en continuant à organiser son sommet, tout simplement. Les préparatifs en vue du sommet des chefs d'Etat se poursuivent à Bujumbura, comme si de rien n'était. Les inscriptions en ligne des véhicules continuent d'affluer, jure le président du comité d'organisation, des centaines de véhicules censés transporter le moment venu les délégations sont en train d'êtrequisitionnés, des pancartes ont été installées dans toute la ville et les rues pavées aux couleurs des Etats membres.

Le chef de la diplomatie a critiqué ses homologues pour rejeter une décision que le pays qualifie d'illégale. Le pouvoir burundais ne s'avoue donc pas vaincu, même si ses détracteurs se moquent de cette attitude longuement sur les réseaux sociaux, en parlant de déni de la réalité. Raisons sécuritaires ou pressions de l'UE ? Mais un haut cadre des Affaires étrangères rappelle qu'ils étaient déjà parvenus à faire changer d'avis le Comesa lorsqu'il avait tenté de retirer une première fois au Burundi l'organisation de ce sommet en 2017. Ils ne désespèrent pas d'y parvenir une nouvelle fois, même si il reconnaît que cela sera autrement plus difficile. Bujumbura voit derrière cette décision des pressions de l'Union européenne, même si le Comesa invoque des raisons sécuritaires. De son côté, le secrétaire d'Etat rwandais aux Affaires étrangères a expliqué dans un tweet que seuls deux pays sur les 18 autres Etats membres à savoir les Seychelles et la Zambie, précise une source du Comesa "avaient confirmé la présence de leurs chefs d'Etat au sommet de Bujumbura. "Il était devenu quasiment impossible de maintenir ce sommet à Bujumbura dans ces conditions", justifie ce cadre de l'organisation régionale.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});